



Le 06 octobre : contre la désinformation, pour une réelle formation !



Une 20^{aine} d'élèves par classe dans le 2^{daire}, une utopie ? Une réalité en Croatie, Estonie, Finlande, Pologne...

En ce jour de mobilisation interprofessionnelle de soutien à la jeunesse lycéenne, SOLIDAIRES Douanes renouvelle son soutien et délivre un complément d'information.

D'abord sur les lieux et horaires de manifestation, détaillés en annexe 1.

Ensuite sur les modalités d'action des différentes parties.

Il va de soi que nous condamnons les différentes violences, qu'elles soient contre les biens, *a fortiori publics*, ainsi que les personnes.

Mais nous nous étonnons que le Gouvernement – et ses relais – exige une telle condamnation par le monde syndical salarié, quand par ailleurs il s'accommode d'une violence indiscriminée :

- 1^o) **contre le patrimoine bâtiementaire, culturel et infrastructurel**, en supprimant moult dotations budgétaires, et pas que dans les ministères en charge de l'équipement, des transports ou de la culture. Nombre de bâtiments publics tombent en déshérence voire décrépidité mettant alors en danger les personnels, usagers et riverains ; d'autres sont bradés à vil prix au bénéfice de certains acteurs privés.

Et lorsque des manifestants, notamment de l'agro-industrie, s'en prennent aux bâtiments publics du ministère des Finances, depuis les Centres des impôts à des services des douanes, c'est le silence.

- **2°) contre le patrimoine naturel**, aquifère et forestier. Par exemple les nappes phréatiques et petits cours d'eau détournés et absorbés aux dépens des riverains et paysans, au bénéfice de rares agro-industriels productivistes. Ou encore les arbres pluricentenaires abattus pour construire de coûteuses autoroutes là où une alternative routière existante suffit. Hier l'A69 entre Toulouse et Castres, aujourd'hui l'A412 en Haute-Savoie. En lien les forêts qui brûlent, sans que les auteurs d'incendie soient interrogés pour remonter aux commanditaires. Sans que l'implantation opportuniste d'infrastructures sur les terrains protégés rendus constructibles ne soit questionnée...
- **3°) contre les personnes, mises en danger, par des doctrines institutionnelles dangereuses.** Jusque dans les années 2010, la gestion du maintien de l'ordre à la française, républicaine, était saluée à l'international. Depuis, la doctrine de la distance cède le pas à celle de la confrontation pour les uns, et d'immobilisme pour les autres. Pour ne pas arranger le tout, cette doctrine s'effectue dans un cadre de sous-effectifs policiers. De sorte que les violences sont encouragées de plusieurs manières :
 - Il est récurrent que certains individus masqués, cagoulés, certainement extérieurs au mouvement social sont laissés libres de leurs mouvements quand d'autres sont appréhendés, fouillés et empêchés de manifester. Ces individus peuvent ensuite « librement » dégrader le matériel urbain, et pour certains d'entre eux s'enfuir voire se réfugier derrière le cordon de maintien de l'ordre en se munissant d'un brassard « Police »...
 - Il est récurrent également que les effectifs de police, en sous-nombre, soient envoyés « au contact » des manifestants. Résultat : des réactions disproportionnées chez les uns et les autres.

Ce type de barbouzeries, de double standard et de mise en danger des propres agents policiers par « l'Institution » est une des sources du malaise profond au sein de la Police nationale. Un malaise qui peut se traduire :

- malheureusement par un déferlement de violence non proportionné pour évacuer une frustration accumulée,
- mais aussi par une démission en masse de milliers de policiers, chaque année, dégoûtés, usés voire détruits.

Nous concluons sur la mortalité au travail, où la France détient le triste record, du nombre de décès au sein de l'Union européenne. Que fait le Gouvernement, année après année ? Il retire des moyens aux administrations de contrôle du monde économique et méprise les organisations syndicales de salariés (*voir annexe 2*).

**Mardi 6 octobre, plein soutien à la mobilisation lycéenne :
La population a droit à une formation et une vie dignes !**

Paris, le 06 octobre 2026



Annexe - Mardi 06 octobre 2026 : Détail des rassemblements, ville par ville



Ville (Direction/ex-région)	Rendez-vous	
	Lieu	Heure
Aix-en-Provence (DR Provence)	La Rotonde	11h00
Amiens (ex-DR Picardie)	Devant la Maison de la Culture, Place Léon Gontier	11h00
Angers	Place du Ralliement	10h00
Annecy (ex-DR Léman)	Devant la Préfecture	14h00
Bayonne (DR Bayonne)	Devant la Mairie	17h30
Besançon (ex-DR Franche-Comté)	Parc Glacis	10h00
Bordeaux (DI Nouvelle-Aquitaine)	Porte de Bourgogne	11h00
Brest	Devant la Mairie, Place de la Liberté	11h00
Chambéry (DR Chambéry)	Devant la Préfecture	13h00
Cherbourg	Devant l'Hôtel de Ville, Place Napoléon	10h00
Clermont-Ferrand (ex-DR Auvergne)	Square de la Jeune Résistance	10h00
Dijon (ex-DR Bourgogne)	Devant le rectorat	14h00
Dunkerque (DR Dunkerque)	Place de la Gare	14h00
Grenoble	Place Victor Hugo	11h00
Le Havre (DR Le Havre)	Lycée Claude Monnet	09h00
Le Mans	Place de la République	14h00
Lille (DI Hauts-de-France)	Place Déliot	12h00
Limoges	Champ de Juillet	09h00
Lorient	Place de la Mairie	12h00
Lyon (DI Auvergne – Rhône-Alpes)	Place Bellecour	11h00
Marseille (DI PACA Corse)	Réformés – Haute Canebière	10h00
Metz (DI Grand-Est)	Parvis de la Gare SNCF	14h00
Montpellier (DI Occitanie)	Le Peyrou	13h00
Mulhouse (DR Mulhouse – Haut-Rhin)	Place de la Bourse	14h00
Nancy (DR Lorraine)	Place de la Gare	14h00
Nantes (DR Pays-de-la-Loire)	Devant la Maison des Syndicats	14h00
Nice (DR Nice – Alpes-Maritimes)	Place Garibaldi	14h00
Nîmes	Devant la Maison Carrée	14h00
Orléans (DR Centre – Val-de-Loire)	Place du Général de Gaulle	11h00
Paris (DI Île-de-France)	Place de la République (vers Nation)	14h00
Pau	Devant la Préfecture	17h30
Perpignan (DR Perpignan)	UPVD (Université Perpignan Via Domitia) – avenue Paul Alduy	10h30
Poitiers (DR Poitiers)	Porte de Paris	14h00
Reims (ex-DR Champagne-Ardenne)	Maison des Syndicats (15 boulevard de La Paix)	10h00
Rennes (ex-DR Bretagne)	Esplanade Charles-de-Gaulle	11h00
Rouen (DI Normandie)	Place Joffre	14h00
Saint-Brieuc	Parc des Promenades	10h30
Saint-Étienne	Place Jean Jaurès	10h30
Saint-Pierre (La Réunion)	Lycée Ambroise Vollard	9h00
Strasbourg (DR Strasbourg – Bas-Rhin)	Place Kléber	14h00
Tarbes	Devant 3 lycées tarbais	07h00
Toulon	Devant le lycée Bonaparte	8h30
Toulouse (ex DR Midi-Pyrénées)	Place Jeanne d'Arc	11h00
Tours	Place de la Liberté	14h00
Valence	Giratoire rue de la Forêt – rue Laffemas	07h00



**Ton
environnement
démocratique
est sain quand...**



**La vigilance
est de mise
&
veille à aborder
le sujet
citoyennement
quand...**



**Ton
environnement
institutionnel
est constitutif
de violence**
(tyrannique,
oligarchique,
technocratique)
**si, de manière
répétée...**

NDLR :
*tous les exemples
sont issus de
situations réelles !*

Les autorités sont sincères, désintéressées et agissent en faveur de l'intérêt général.

Les autorités consultent régulièrement la population, et le résultat des scrutins & consultations populaires (élections, référendums, observatoires internes...) est suivi.

Le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est possible en toute matière (y compris constitutionnelle et révocatoire) et activable dès que 1% de la population inscrite sur les listes électorales le demande ; les pétitions dans le monde du travail sont reconnues (sur le régime de travail, etc.).

Le mandat des élus est impératif, le tirage au sort est régulièrement pratiqué.

Tu as librement accès à l'information, tandis que la presse et le service public de l'audiovisuel sont indépendants de l'exécutif et des forces de l'argent (milliardaires, transnationales).

Tu as facilement accès, en présentiel, aux services publics : douanier, éducatif, emploi, ferroviaire, fiscal, médical, postal, (droit du) travail, etc.

Le droit est respecté, particulièrement dans le monde du travail, tout comme le résultat des votes en instances représentatives du personnel (IRP).

L'exercice de la Justice, rendue au nom du Peuple, est composé de jurys citoyens.

Le Gouvernement critique la population sans fournir de pistes d'amélioration.

Le Gouvernement désindexe les salaires et retraites de l'inflation, plongeant dans l'insécurité et la peur économique la population salariée.

Le Gouvernement coupe les vivres des services publics en diminuant les recettes budgétaires, par un laxisme fiscal à l'endroit des plus riches (individus & sociétés).

Les médias font intervenir très majoritairement des possédants et dominants du système économique dans leurs émissions et reportages, aux dépens des catégories socio-professionnelles précarisées (ouvriers, employés, petits cadres, chômeurs, etc.) ; la critique est marginalisée.

Le syndicalisme des salariés est assujéti à l'employeur & il y a envers les syndicalistes de la discrimination : positive à l'égard des accommodants (promotion accélérée, quotidien confortable) ; négative envers les opposants (brimades, placardisation).

L'accès, dans les instances représentatives du personnel (IRP), à l'information individuelle (y compris pour toi) et collective relève du parcours du combattant.

Les jurys populaires des ex-cours d'assises sont supprimés des nouvelles cours criminelles départementales. Lors d'interrogatoires hiérarchiques, des accompagnateurs, témoins & conseils requis (agents, syndicalistes, avocats) par des collègues sont interdits d'assister et/ou de parler.

Les revenus du personnel politique et de la « haute » Fonction publique ne sont pas indexés au salaire minimum, les coupant des réalités du commun de la population.

Tu es rabaisé, infantilisé voire bestialisé par les autorités qui méprisent ton intelligence et ta capacité de réflexion, lors de consultations et/ou mobilisations.

Ex. : « on a manqué de pédagogie », telle profession « grogne ».

Le bilan des politiques publiques est rare, voire inexistant, même sur des sujets majeurs.

Ex. : transfert/abandon des missions fiscales (TMF) de la DGDDI, malgré des milliards d'€ d'enjeux.

Le droit constitutionnel à la grève est remis en cause, via parfois des coups de pression et motifs bidons : *agent dont la présence est indispensable* (API), « habilitation secret », etc.

Le bien public est privatisé et bradé aux forces de l'argent qui, derrière, facture éhontément (informatique et télécommunications douanières...), le pantouflage est la règle.

L'accès aux services publics est entravé : temporellement (ouverture réduite, délais élevés), spatialement (fermeture d'infrastructures), financièrement (fin de la gratuité).

La réalisation du budget n'est plus du ressort du Parlement : examen lors du semestre européen (par une Commission supranationale de fonctionnaires non élus), adoption sans vote, ni intégration d'amendements majoritaires (49-3), crédits dépensés illégalement (moult A* au lieu de C, B & A).

On s'immisce dans ta vie privée en accédant à tes données personnelles.

Pour faire oublier l'opposition verticale (dominants/dominés ; exploiters/exploités ; riches/pauvres ; oligarchie/Peuple), les autorités dressent des divisions horizontales (chômeurs/actifs ; jeunes/anciens & retraités ; urbains/ruraux ; natifs/immigrés ; etc.).

La Constitution (droit opposable à l'emploi, au logement, protection de l'environnement, etc.) est violée, les transferts/abandons de souveraineté (douanière, monétaire, etc) sont la loi.

Tu n'as plus aucune prise sur les décisions, 70% de la législation nationale décline de textes européens et le résultat des scrutins n'est pas suivi (référendum de 2005, référendum sur la Collectivité territoriale d'Alsace de 2013 ; élections législatives de 2024).

Tu évolues dans une société où les institutions sont violentes et les dirigeants irresponsables.

Ex. : parole officielle mensongère, agents provocateurs, usage disproportionné de la force.

On use d'une position d'autorité pour te restreindre dans tes déplacements : interrogatoire hiérarchique sans préavis ni convocation ; assignation préventive à résidence de personnes militantes ; hospitalisation psychiatrique sans consentement par le représentant de l'État.

La Justice est partielle, l'impunité (médiatique et/ou juridique) des dominants est la norme.

Où se situe-t-on ? Vert, orange ou rouge ?

